

ITAMAR RABINOVICH

Vice-président de l'Institut d'études de sécurité nationale (INSS) à Tel Aviv, Distinguished Fellow à la Brookings Institution, ancien négociateur en chef avec la Syrie

Steven Erlanger, correspondant diplomatique en chef pour l'Europe au *New York Times*

Itamar Rabinovich a été le négociateur en chef pour Israël en Syrie, parmi de nombreux autres succès. Il a été ambassadeur aux États-Unis, ce qui n'est pas rien non plus. Enseignant, président émérite à l'Université de Tel Aviv, il est vice-président de l'Institut des études de sécurité nationale à Tel Aviv, parmi nombre d'autres titres. Itamar, vous êtes venus parmi nous de nombreuses fois, Israël a un nouveau gouvernement mais également un nouveau jeu de relations, donc je vous donne la parole.

Itamar Rabinovich

Merci. Je vais commencer avec le gouvernement israélien et développer ensuite pour parler de la région. Il y a deux ans, nous étions dans une période très optimiste dans les relations israélo-arabes, les Accords d'Abraham étaient signés et c'était une étape clé. Deuxièmement, en Israël pour la première fois un parti arabe, une version adoucie des Frères musulmans, avait rejoint la coalition et il semblait que les relations israélo-arabes allaient vers le beau fixe. Aujourd'hui, la situation est plus sombre. Les Accords d'Abraham sont là, mais ils ne se sont pas développés en une structure régionale plus large. Il y a eu sommet de Néguev et certains ont cru que ce serait le cœur d'une coalition israélo-sunnite contre l'Iran et son axe shiite, mais cela ne semble pas être le cas. Les Accords d'Abraham sont limités à un développement, certes très positif, dans les relations bilatérales avec les Émirats, Bahreïn et le Maroc – le Soudan n'est pas si important dans ce contexte – mais ils ne sont au centre d'aucune structure régionale.

En Israël, un bon gouvernement représentant l'éventail des politiques israéliennes, de la gauche jusqu'à la droite modérée et incluant un parti arabe, s'est effondré après dix-huit mois. Ce n'est pas juste la droite, mais l'extrême droite qui a remporté les dernières élections, et elle va probablement former un parti très nationaliste avec des implications négatives pour la société et la politique israélienne, les relations judéo-arabes au sein d'Israël, ainsi que les relations israélo-arabes et israélo-palestiniennes en général. Il est important de garder à l'esprit que les élections se sont décidées à peu de voix et on a vu un bloc centre-gauche pluraliste en tête du vote populaire. Cependant, Netanyahu est un très bon politicien, un stratège électoral et il a unifié la droite d'une façon très cohérente. Ils n'ont pas perdu un seul vote alors que le centre-gauche en a perdu quelques-uns, donc en résultat nous avons ce changement profond de la politique israélienne. Je ne pense pas que cela va tenir, et je pense que ce gouvernement va implorer. Les politiques que les deux partis d'extrême-droite et ultra-orthodoxe essaient d'imposer au pays vont mener soit à l'implosion soit à d'énormes

manifestations de protestation de la population. Je doute que cela dure longtemps mais je pense que nous allons vivre une année compliquée dans la politique israélienne, les relations israélo-arabes dans le pays et le problème israélo-palestinien en général. Il faut garder à l'esprit que Netanyahu est en procès pour des accusations criminelles très graves, corruption et abus de confiance, et ce qui l'intéresse le plus c'est sa situation légale. Il dépend de ses partenaires pour rester au pouvoir et il n'a pas oublié que quand le Premier ministre Olmert a quitté le gouvernement, il est parti directement en prison. Netanyahu ne veut pas aller en prison, il veut être au pouvoir afin de modifier le système judiciaire. C'est là sa motivation première.

Laissez-moi à présent m'intéresser plus largement à la région, et je vais utiliser le mot fluctuation. Je pense que la région est fluctuante dans les trois niveaux politiques, domestique, régional et international. Sur le plan domestique, nous avons dans la région six états en échec, d'autres pays à l'approche d'une élection, comme en Turquie, ou dans le chaos comme en Iran, etc. Régionalement il n'y a pas de structure. Il y en avait une dans le passé, pendant la guerre civile en Iran et le Printemps arabe quand les gens parlaient de l'axe saoudien des états sunnites contre l'axe iranien, mais il n'y a plus d'axes. Ce qui est très significatif dans la politique régionale c'est que la région a accueilli deux grandes puissances, l'Iran et la Turquie. Ces deux pays n'avaient aucun rôle dans la politique du Moyen-Orient pendant la majeure partie du siècle dernier, puisque l'Iran a fait son entrée en 1979 après la révolution, et la Turquie au début de ce siècle quand Erdogan a compris qu'elle n'entrerait pas dans l'Union européenne et qu'il a commencé à chercher de l'influence ailleurs, ce qu'on a appelé le néo-ottomanisme. Par conséquent, nous avons deux pays d'environ 100 millions de citoyens et des économies fortes, des sociétés civiles très développées, et des armées fortes qui amènent leur puissance dans la région. Ce qui est plus récent et très intéressant c'est que ces deux pays essaient à présent de jouer un rôle plus important mondialement. La Turquie a été active de l'Azerbaïdjan jusqu'en Lybie, en Afrique orientale et au Yémen, et maintenant l'Iran s'est très étroitement joint à la Russie et s'est impliqué dans la guerre en Ukraine. Ce n'est pas quelque chose dont on a l'habitude. Nous avons l'habitude des grandes puissances internationales qui viennent au Moyen-Orient pour le contrôler et d'un coup nous voyons des pays du Moyen-Orient qui essaient de jouer un rôle plus important.

Vous avez demandé à Mona ce qu'il en était de l'Égypte ? Je pense qu'il y a eu un changement dans le monde arabe et ses centres traditionnels de nationalisme arabe en Égypte, Irak et Syrie. L'Égypte est en quelque sorte seule, l'Irak et la Syrie sont des États défaits. Je pense que l'attention se déplace vers cette partie du monde arabe, dans le Golfe, où se trouvent des pays stables, riches, très développés qui jouent maintenant un rôle bien plus important dans le monde arabe en général. À l'international, il faudra voir comment les implications de la guerre en Ukraine affectent la position de la Syrie et sa possibilité d'être effectivement active au Moyen-Orient. Les États-Unis gardent le mystère sur le côté vers lequel ils se tournent. Dans les faits, le nombre de troupes dans la région n'a pas diminué mais le message n'est pas très clair. Je pense que les États-Unis n'arrivent pas à trouver des solutions à ce que le ministre Gargash a présenté brillamment hier. C'est-à-dire la tendance des pays du Moyen-Orient à dire oui. Nous sommes fondamentalement pro-occident, mais nous nous permettons une sorte de polygamie que vous, Washington, devez être en mesure de gérer.

Steven Erlanger

Est-ce que je peux vous ramener un instant à la politique intérieure d'Israël avec une question ? La grande expérience du gouvernement précédent étaient les Arabes israéliens ou les Palestiniens israéliens, quelle que soit la façon dont vous voulez l'appeler, qui s'impliquaient dans le gouvernement d'Israël. Est-ce que cette expérience est terminée ou pensez-vous qu'elle peut revenir ?

Iatmar Rabinovich

Non, elle n'est pas terminée. La minorité arabe est de 20 % et va vers 22 % et la majorité et la minorité vont devoir trouver une façon de vivre ensemble à long terme. Au sein de la minorité israélo-arabe il y a deux tendances contradictoires. On voit une classe moyenne et professionnelle grandissante, et dans ma propre université, Tel Aviv, le nombre d'étudiants arabes a augmenté de 4 à 16 %. Au Technion à Haifa, qui est le MIT d'Israël, la population étudiante compte 37 % d'Arabes. On observe aujourd'hui une tendance de jeunes gens qui reçoivent une éducation, entrent dans la vie active, quittent leur ville natale, s'installent à Tel Aviv et Haifa et cherchent à s'intégrer. C'est ce que Mahmoud Abbas et sa participation dans la coalition représentaient en un sens. Cependant, il y a un noyau dur de personnes qui s'opposent à l'essence même de l'État, et cela va continuer. Cette situation doit être gérée par un gouvernement israélien qui ira à la rencontre de la minorité arabe pour lui dire, ceci est un état juif, mais vous êtes une minorité de 20 % et nous devons trouver une définition de la relation avec cette minorité culturelle. De toute évidence, ce n'est pas le gouvernement actuel qui va agir ainsi.

Steven Erlanger

Bien sûr, cela aiderait s'il y avait finalement un arrangement pour deux États distincts car les citoyens pourraient alors décider à quel État ils appartiennent, mais nous n'avons pas à aborder cela maintenant.